

L'EUROPE EN BREF



Lettre d'information bimensuelle de la délégation
Auvergne - Rhône-Alpes à Bruxelles



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

N°59 du 30 juin 2018

UNE

L'AUTRICHE PREND LA PRÉSIDENTE DE L'UNION EUROPÉENNE

e 2 0
u 1 8
- a t

Du 1er juillet au 31 décembre 2018, l'Autriche assure la présidence tournante du Conseil de l'Union Européenne et succède ainsi à la Bulgarie. Trois priorités ont été définies : les migrations, le numérique et la coopération avec les Balkans.

Dans son [programme de travail](#) publié le 11 juin dernier, la sécurité et la lutte contre l'immigration illégale constituent un axe essentiel de la présidence autrichienne à venir. Dans un climat de fortes tensions entre les États européens au sujet de la réforme du système de Dublin, l'Autriche mise sur une protection accrue des frontières extérieures de l'Union Européenne (UE). Pour cela, un sommet réunissant les dirigeants européens sera organisé à Salzburg en septembre 2018.

Par ailleurs, s'inscrivant dans la devise « l'Europe qui protège », la présidence autrichienne souhaite travailler à la stabilité du voisinage européen, notamment dans la région des Balkans.

Enfin, l'accent sera mis sur le numérique, secteur considéré comme clé pour rendre l'Europe plus compétitive. Le chancelier autrichien Sébastien Kurz mène une coalition gouvernementale avec l'extrême droite, le parti FPÖ, depuis décembre 2017. Si cela avait attisé des inquiétudes au niveau européen, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'est montré rassurant suite à une rencontre et croit en une présidence autrichienne « pro-européenne ». En effet, les défis sont de taille : l'Europe connaît actuellement des tensions avec la Russie et les Etats-Unis, un État membre est en passe de sortir de l'UE et les négociations pour le prochain budget pluriannuel s'annoncent complexes.

En outre, en vue des élections européennes de mai 2019, la présidence autrichienne s'est engagée à boucler le plus grand nombre de propositions législatives dans les délais. L'agenda de la présidence autrichienne sera présenté lors de la plénière du Parlement européen le 3 juillet prochain à Strasbourg par le chancelier autrichien, Sébastien Kurz.

ARTICLES

MIGRATION : UNE SOLUTION EUROPÉENNE ?



La Commission européenne entend tripler le budget pour l'immigration et la gestion des frontières pour la période 2021-2027.

Le 12 juin dernier, la Commission a présenté [ses propositions budgétaires](#) en matière de gestion des frontières extérieures, des migrations et de l'asile. Le budget sera fortement augmenté puisque la Commission prévoit d'allouer 34.9 milliards contre 13 milliards d'euros pour la période actuelle.

L'accent est mis sur la protection des frontières extérieures de l'Union Européenne (UE), comme en témoigne la création d'un nouveau [fond pour une gestion intégrée des frontières extérieures](#) et un supplément de 10 000 gardes-frontières mobilisés pour des interventions aux frontières.

En outre, la Commission européenne prévoit un renforcement du fond "asile et migration" afin de soutenir les États membres dans la gestion des flux migratoires. Ce fond financera notamment la nouvelle Agence européenne pour l'asile et soutiendra l'intégration sociale des migrants et demandeurs d'asile.

Le Fond social européen (FSE+) et le Fond européen de développement régional (FEDER) pourront quant à eux être mobilisés en appui aux réfugiés (c'est-à-dire les personnes pour lesquelles les demandes d'asile ont été acceptées).

2021-2027 : QUEL BUDGET POUR UNE EUROPE QUI PROTÈGE ?



Les propositions de la Commission européenne en matière de sécurité et de défense sont désormais connues pour la période 2021-2027.

4,8 milliards d'euros pourraient être affectés à la sécurité intérieure. C'est en tout cas la [proposition](#) de la Commission européenne pour le prochain [Cadre financier pluri-annuel](#). Initialement prévue à hauteur de 3,5 milliards, l'enveloppe a été revue à la hausse pour favoriser la sécurité intérieure des États membres. Cette compétence nationale pourrait bénéficier de financements européens, par le biais du [Fonds pour la sécurité intérieure](#), notamment pour faciliter des échanges d'information entre autorités répressives, pour des opérations transfrontières conjointes et en matière de lutte contre la radicalisation.

Le [futur Fonds européen de défense](#) quant à lui vise le développement de la technologie : 4,9 milliards d'euros pourront venir en aide aux projets industriels et technologiques de défense, pourvu qu'ils réunissent au moins 3 entreprises issues de 3 États membres. En outre, et toujours pour favoriser les développements technologiques, 8,9 milliards d'euros seront attribués pour la mise au point de prototypes.

L'ACTION EXTÉRIEURE : UNE PRIORITÉ DANS LE BUDGET EUROPÉEN



Pour la période 2021-2027, la Commission européenne souhaite porter le budget dédié à l'action extérieure à 123 milliards d'euros et ainsi faire de l'Europe un acteur mondial.

Augmenté de 30%, [ce nouveau budget](#) vise à renforcer l'efficacité, la visibilité et la cohérence de l'action extérieure européenne tout en permettant à l'Union Européenne (UE) de répondre plus rapidement aux crises et défis mondiaux d'aujourd'hui.

Dans ses propositions budgétaires, la Commission européenne conforte la place de l'UE en tant que premier donateur d'aide au développement au monde. 89,2 milliards d'euros devraient ainsi contribuer à l'éradication de la pauvreté, à la promotion du développement durable et au renforcement de la démocratie dans le monde. La Commission prévoit un nouvel instrument en matière de sûreté nucléaire doté de 300 millions d'euros. En outre, elle propose d'attribuer 14,5 milliards d'euros en faveur de l'instrument d'aide de pré-adhésion afin d'aider les pays candidats à atteindre les critères d'adhésion de l'UE. Enfin, un cadre d'investissement pour l'action extérieure mobilisant des fonds publics et privés en faveur du développement durable est anticipé.

LE CORPS EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ SE RENFORCE



Compte tenu du bon bilan du Corps européen de solidarité, le parlement et les États membres s'entendent pour le renforcer jusqu'en 2020.

Lancé en décembre 2016, le [Corps européen de solidarité](#) est relativement récent dans l'arsenal européen. Créé à l'intention des jeunes européens pour développer une culture commune de solidarité, de respect et de soutien mutuel, il a par exemple [permis](#) à de nombreux volontaires de participer au sauvetage du patrimoine culturel de certaines régions italiennes durement frappées par des catastrophes naturelles.

Devant le succès de l'opération, les institutions européennes soutiennent le développement du Corps européen de solidarité et proposent de le doter d'un budget de 375.6 millions d'euros, au moins jusqu'en 2020.

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?

KARINE GLOANEC MAURIN, NOUVELLE EURODÉPUTÉE

Nous l'annonçons dans notre numéro 53 du 30 mars 2018, Jean-Paul Denanot, eurodéputé « [Massif central/centre](#) » souhaite passer le flambeau un an avant les élections européennes et a désigné [Karine Gloanec Maurin](#) pour lui succéder à partir du 11 juin 2018.

Ancienne Vice-présidente de la Région « Centre Val de Loire » en charge des relations internationales, des politiques européennes et de l'interrégionalité, Mme Gloanec Maurin (S&D) siège désormais au Parlement européen. Elle est titulaire au sein de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural et au sein de la commission parlementaire mixte UE/Turquie et est membre suppléante de la Commission des Budgets et de la Commission pour les relations avec la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo.

LA BULGARIE, PROCHAIN PAYS DE LA ZONE EURO ?

Le ministre bulgare des Finances, Vladislav Goranov, a indiqué, mardi 12 juin, que son pays serait en mesure d'adhérer simultanément, d'ici un an, au Mécanisme de taux de change (MCE II) et à l'union bancaire en zone euro.

Fin mai, la Commission européenne a estimé que la Bulgarie et la Croatie remplissaient tous les critères d'adhésion à la zone euro, à l'exception de celui relatif aux taux de change. Si la valeur de sa monnaie converge avec celle de l'euro, le PIB par tête d'habitant est néanmoins 49 % inférieur à la moyenne des pays de l'UE, notamment à cause d'un niveau élevé de corruption.



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous cherchez à financer un projet dans le domaine du tourisme ?

L'appel à propositions COSME-produits touristiques thématiques transnationaux a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).

DICO DE L'EUROPE



PRÉSIDENTE DE L'UNION EUROPÉENNE

Chaque semestre et à tour de rôle, un État membre de l'Union européenne prend la [présidence du Conseil de l'UE](#), plus communément appelée « présidence de l'Union Européenne ». Cet État collabore étroitement avec deux autres États membres au sein d'un « trio », chargé d'élaborer des stratégies de long-terme et un programme commun pour le Conseil sur une période de 18 mois. [Le trio actuel](#) est constitué des présidences estonienne, bulgare et autrichienne.

Plus généralement, la présidence du Conseil permet d'engager les dirigeants et les citoyens de l'État concerné dans les affaires européennes.

BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



L'ÉTÉ DES DIALOGUES CITOYENS

Euroscepticisme, avenir de l'Europe, élections européennes... Autant de défis rencontrés par l'Europe, et sur lesquels les citoyens sont invités à s'exprimer à travers des « dialogues » ou « consultations ». Prochaine date, le 10 juillet à l'Hôtel de Région à Lyon (CESER).

Le Conseil économique, social et environnemental (CESER) d'Auvergne-Rhône-Alpes organise une Consultation citoyenne le 10 juillet de 10h00 à 13h00 à l'hôtel de la Région à Lyon autour de deux thèmes majeurs : « l'Europe dans le monde, notamment au regard des questions migratoires, commerciales et des relations avec le continent africain » et « l'Unité de l'Europe qui regroupe les aspects liés à l'éducation, à la formation, à la culture, la citoyenneté ».

Les inscriptions sont [ici](#).

NOTRE RÉGION À BRUXELLES



RDV ÉCO D'AUVERGNE-RHÔNE-ALPES À BRUXELLES : C'EST PARTI !

Au programme de ce premier rendez-vous, des échanges et de la convivialité.

Le 28 juin dernier, la Région et l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises organisaient ensemble le premier *RDV Eco d'Auvergne-Rhône-Alpes à Bruxelles*, un événement de mise en réseau de tous ceux qui à Bruxelles ont des liens professionnels ou personnels avec notre Région.

En présence de Yannick Neuder, Vice-président délégué à l'Enseignement supérieur, à la Recherche, à l'Innovation et aux fonds européens et d'Annabel André-Laurent, Vice-Présidente déléguée aux Entreprises, à l'emploi, au développement économique, au commerce, à l'artisanat et aux professions libérales, la soirée a réunie des entreprises, des représentants de réseaux et partenaires européens et des membres des institutions communautaires.

Au menu, un éclairage sur le projet « Zéro Emission Valley » de mobilité hydrogène en présence de Michelin et du FCHJU et une dégustation de produits régionaux.



SÉJOUR À BRUXELLES POUR LA CLASSE LAURÉATE DU CONCOURS « L'EUROPE AGIT DANS MA RÉGION »

Les 19 et 20 juin derniers, la Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a accueilli à Bruxelles la classe professionnelle transport logistique du Lycée Gabriel Voisin de Bourg-en-Bresse.

Lauréate du [Concours « L'Europe agit dans ma Région »](#), organisé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et visant à valoriser des projets financés par les fonds européens, la classe transport logistique du lycée Gabriel Voisin s'est rendue à Bruxelles, à la découverte des institutions européennes. Au programme, visite du Parlement européen, échanges avec les députés européens Françoise Grossetête et Michel Dantin, intervention de la Commission européenne et visite du Parliamentarium. Les élèves ont également visité l'incontournable Grand Place de Bruxelles et dégusté les spécialités culinaires belges.

[Pour en savoir plus...](#)



LES LYCÉENS D'Auvergne-Rhône-Alpes SUR LE PODIUM

6 lycées professionnels d'Auvergne-Rhône-Alpes et de Lunéville créent un défilé au Parlement européen.

60 lycéens de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et de Lunéville ont créé et participé à un défilé de mode le 12 juin dernier, au Parlement européen à Strasbourg. Un événement qui illustre le soutien que le Parlement européen apporte à l'enseignement professionnel et qui entend favoriser une éducation inclusive en multipliant les collaborations interdisciplinaires.



COMMERCE ÉQUITABLE : LYON À L'HONNEUR

La Ville de LYON a reçu le [Fair Trade City Award](#) européen, dans la catégorie « Innovation sociale ».

Seule ville française sélectionnée pour la première édition des [Fair Trade City Awards](#), la Ville de Lyon a reçu le 27 juin un prix pour son engagement en faveur du commerce équitable et d'une consommation responsable.

Présente pour l'occasion, [Dounia Besson](#), adjointe au maire de Lyon déléguée à l'économie sociale et solidaire n'a pas manqué d'évoquer le [label](#) « Lyon Ville Equitable et Durable » développé depuis déjà 8 années et qui incarne « un réseau riche et divers qui est mobilisé au service de la consommation responsable : collectivités, ONG, associations, coopératives, commerçants, artisans ».



Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)